

RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL ANTI-AGRESSIONS – 14 JUILLET 2025

Le front commun syndical (CGSP/ACOD – CSC/ACV) a demandé la convocation en urgence du Groupe de Travail Anti-Agressions.

Pourquoi ?

Une série d'agressions survenues en juin démontre que ces actes ne sont plus des cas isolés, mais bien un problème structurel.

L'agression ne doit pas faire partie de notre travail ! Il s'agit d'un problème de société, mais c'est à l'entreprise qu'il revient de protéger ses travailleurs, à travers :

- des actions préventives,
- des interventions actives,
- un soutien réactif lorsque les choses tournent mal.

Bien que les agressions puissent survenir en toute saison, l'accent a été mis aujourd'hui sur la « période de beau temps », qui présente des défis spécifiques : afflux plus important de voyageurs, groupes sans réservation, tensions accrues...

Ce que nous avons demandé :

Lors de cette réunion, le front commun a exigé des actions concrètes et urgentes.

Nous avons relayé les témoignages d'accompagnateurs confrontés à des agressions, intimidations et menaces.

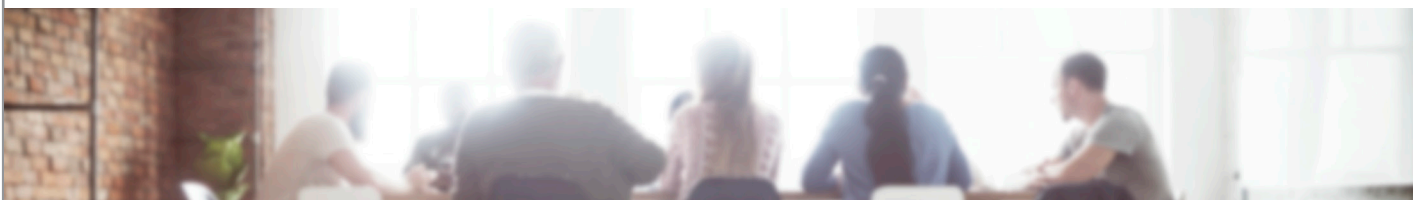
Chaque agression est une agression de trop. C'est dans cet esprit que nous attendons une réaction forte du management.



La direction a présenté une analyse des lignes et gares problématiques, accompagnée de chiffres montrant une augmentation nette des agressions.

Situations problématiques évoquées par le front commun :

- Réduction de la composition des trains et absence d'affichage des places réservées pour les groupes. Suppression de certains arrêts de train, mal communiquée aux voyageurs. La direction va analyser.
- Nouvelle offre tarifaire prévue en octobre : suppression des zones, introduction de plages horaires... Ces changements risquent de générer des conflits (déjà, 50 % des agressions sont liées à des questions commerciales). Nous reviendrons sur ce point à la prochaine réunion.
- Absence de personnel dans de nombreuses gares moyennes, créant un climat d'insécurité. La direction affirme que la désertification des gares n'a pas d'impact sur les agressions — une affirmation que nous contestons.



Nos propositions :

- Communication via des articles dans la presse pour montrer les conséquences concrètes des agressions sur le personnel, et affichage clair dans les trains et les gares indiquant que toute agression sera poursuivie.
- Sensibilisation dans les écoles et maisons de jeunes, par des accompagnateurs, sur les conséquences des agressions. La direction affirme avoir déjà pris des initiatives en ce sens et présentera les détails lors de la prochaine réunion.
- Renforcement des équipes Securail : un permanent régional a évoqué la situation dans le Limbourg. À Ottignies il n'y a plus de présence Securail après 22 h, comme dans de nombreux autres endroits du pays. La direction n'a pas donné suite à cette proposition. Nous poursuivrons nos interventions sur ce point.

Autres points importants soulevés :

- **Collaboration avec la police** : un exemple a été cité où le sentiment d'impunité est manifeste. La direction va se renseigner.
- **Contrôles dans les trains** : la direction a confirmé que la sécurité et la prévention des agressions priment sur le contrôle.

Conclusion :

Nous sommes sortis de cette réunion avec plus de questions que de réponses.

Nous invitons nos affiliés à **signaler toute agression via le formulaire post-agression** et à se rapprocher de leur délégué ou permanent si nécessaire.

Nous suivons ce dossier de très près.



Prochaine réunion du Groupe de Travail : 8 septembre.

Secrétaires nationaux
Filip Peers et Moers Thierry

